

# L'INDICATEUR 41

Mai 2010

Tableau de bord de conjoncture

N° 51

Rappelons qu'un décalage croissant est constaté dans la date de diffusion des informations conjoncturelles. Toutefois, ce numéro de L'Indicateur 41 porte dans l'ensemble sur les données du 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, à l'exception des mouvements d'entreprises et du chômage (1<sup>er</sup> trimestre 2010). La mention du millésime figure en encadré à côté de chaque série.

## TIMIDE ÉCLAIRCIE

Au quatrième trimestre 2009, **l'activité dans les économies avancées s'est globalement améliorée**, grâce en partie au regain de dynamisme des pays émergents. Cependant, la demande intérieure est restée faible, notamment dans la zone euro. Si les tensions semblent s'apaiser sur les marchés immobiliers, les niveaux d'activité restent très inférieurs à ceux d'avant la crise. En **France**, d'après l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, **le climat conjoncturel s'améliore lentement**, mais le niveau d'activité reste inférieur à sa moyenne de longue période.

En **Loir-et-Cher**, **l'activité peine à se redresser**. Les chiffres d'affaires sont bien en-deçà de leurs niveaux antérieurs et les entreprises ont réduit nettement leurs investissements ; les mises en chantier de locaux destinés aux activités sont en particulier limitées, à l'exception de celles liées à la logistique.

**Quelques signes d'amélioration sont toutefois perceptibles** : les échanges commerciaux avec l'étranger sont en progrès, les importations davantage encore que les exportations. Les **tendances sur le marché du travail semblent enfin s'orienter un peu plus favorablement**. Les offres d'emploi sont plus nombreuses, ainsi que les intentions d'embauche déposées auprès de l'URSSAF. Pour l'instant, les perspectives d'activité sont toujours très ténues et beaucoup d'entreprises qui

reviennent sur le marché proposent des **contrats précaires**. Le **recours à l'intérim a ainsi augmenté** pour le deuxième trimestre consécutif. Le Loir-et-Cher aurait d'ailleurs **regagné une centaine d'emplois** au cours des trois derniers mois de l'année, grâce au secteur tertiaire. Les **sorties du chômage ont été supérieures aux entrées** ; le nombre des demandeurs d'emploi continue cependant à croître en rythme annuel, mais de plus en plus modérément. On constate même une baisse pour les moins de 25 ans.

En revanche, les **seniors** continuent à être **gravement affectés** par les destructions de postes, et le **chômage de longue durée est en forte hausse**. Les situations de surendettement se multiplient également et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) ont vu leurs effectifs augmenter sensiblement durant l'automne.

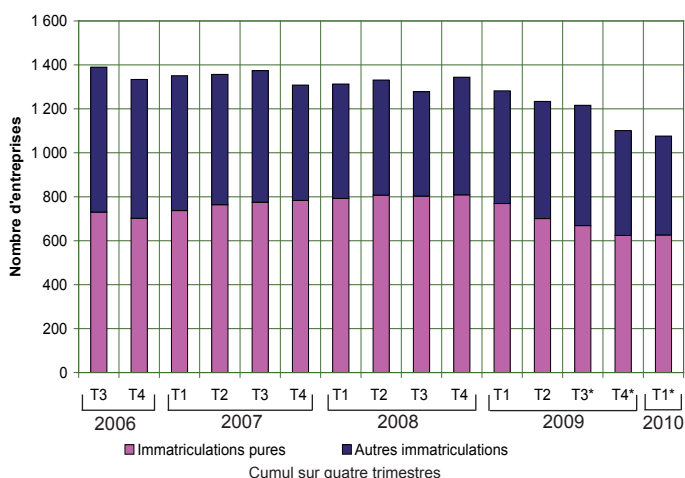
Enfin, **l'avenir s'annonce périlleux** dans les tout prochains mois pour l'un des piliers de l'activité départementale, la **construction**. Les mises en chantier de logements tendent à se contracter, mais surtout le nombre des autorisations nouvelles a brutalement fléchi.

*Rappelons que l'Observatoire met à disposition sur son site Internet un **tableau d'indicateurs conjoncturels** bénéficiant d'une mise à jour dès réception de nouvelles statistiques.*

# Démographie des entreprises

## 1 Créations d'entreprises industrielles et commerciales

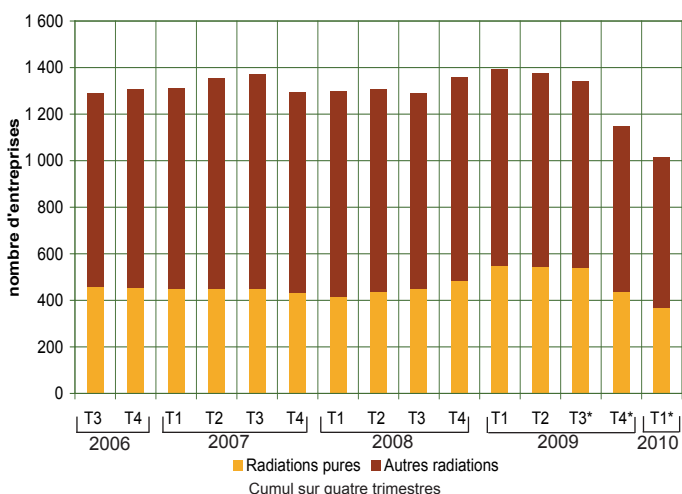
1<sup>er</sup> trim. 10



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - \*données provisoires

## 2 Radiations d'entreprises industrielles et commerciales

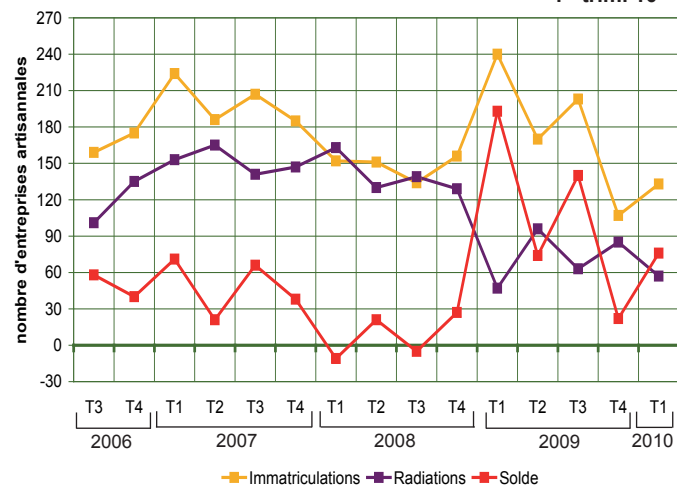
1<sup>er</sup> trim. 10



Source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher - \*données provisoires

## 3 Mouvements des entreprises artisanales

1<sup>er</sup> trim. 10



Source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## Des évolutions divergentes dans la création d'entreprise selon le secteur en début d'année

Après quelques mois de repli, la création d'entreprise se **serait stabilisée** début 2010, selon les données provisoires de la CCI : **196 immatriculations pures** **1** ont en effet été enregistrées entre janvier et mars, **résultat quasi identique** à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2009. En **données cumulées sur 12 mois**, le **total** est cependant nettement **en retrait** ; il s'établirait à **626 créations**, soit un **140 de moins** que durant la période antérieure. Cette évolution touche toutes les activités, à l'exception notable de l'industrie. Sont particulièrement concernés la construction, les services aux entreprises et les cafés-hôtels restaurants.

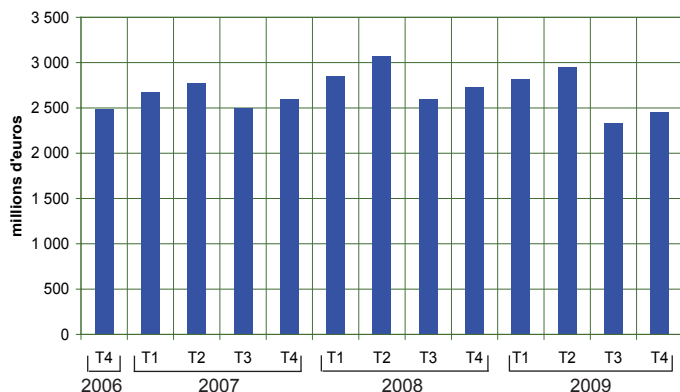
Le volume des **radiations** **2** a augmenté, mais les données définitives les plus récentes (deux premiers trimestres 2009) montrent que leur nombre est sensiblement inférieur à celui des créations.

Un certain nombre d'auto-entrepreneurs s'inscrivent au Répertoire des Métiers (l'inscription n'est pas obligatoire), ce qui fausse considérablement les évolutions de l'artisanat. On peut néanmoins indiquer que la **dynamique entrepreneuriale** du secteur **s'essouffle**. Durant l'hiver, la Chambre de Métiers a enregistré **133 créations d'entreprises artisanales** **3** soit une bonne **centaine de moins** qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Les **disparitions** sont peu nombreuses, mais en **légère augmentation** (57, soit 10 de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2009). En cumul annualisé, on compte 613 immatriculations (- 68) et 301 radiations (- 144). Cet écart (**solde positif de 312 unités**) paraît très surprenant compte tenu du contexte actuel. L'impact des auto-entrepreneurs n'y est sans doute pas étranger, mais il est également probable qu'une partie des disparitions n'a pas été encore enregistrée.

# Activité économique

## 1 Chiffres d'affaires des entreprises

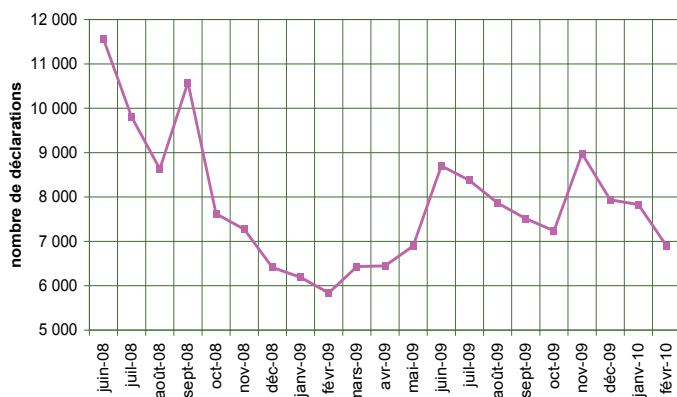
4<sup>ème</sup> trim. 09



Source Direction des services fiscaux : chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## 2 Recours au travail temporaire

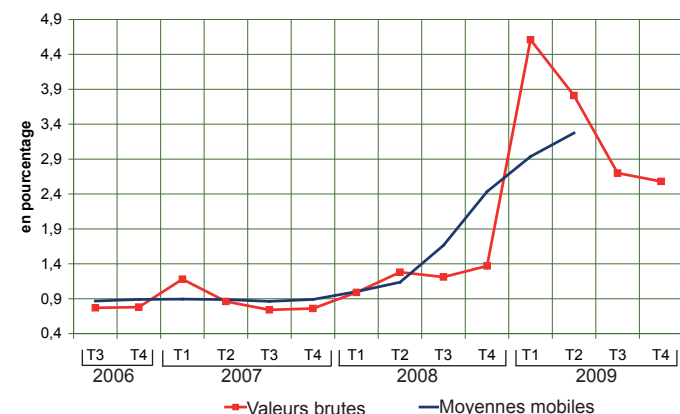
Février 10



Source Urssaf (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 3 Taux de reste à recouvrer des cotisations Urssaf

4<sup>ème</sup> trim. 09



Source Urssaf - Services statistiques régionaux

## La crise se fait davantage ressentir en fin d'année

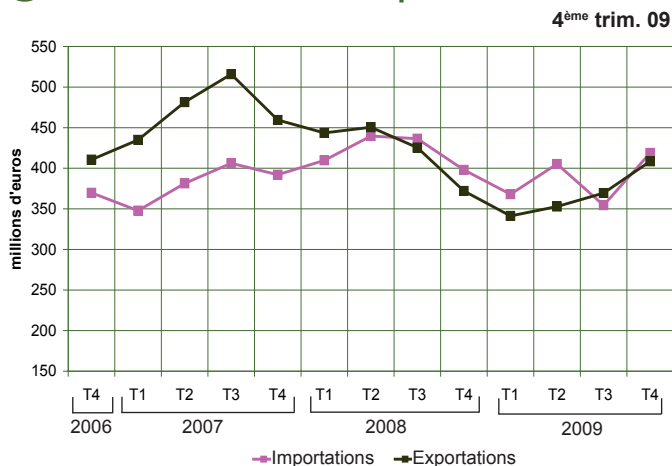
L'activité économique du Loir-et-Cher, sans s'affaïsser exagérément, n'a pas confirmé durant la deuxième partie de l'année les résultats obtenus au 1<sup>er</sup> semestre. Le montant global des **chiffres d'affaires** 1 s'est en effet élevé à 2,45 milliards d'euros entre octobre et décembre, en **recul de 10 %** par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008. **L'impact de la crise en 2009** est visible dans le **cumul annuel**, en **repli de 8,4 %**, à 10,56 milliards d'euros.

Les besoins des entreprises en main-d'œuvre d'appoint ont été un peu plus soutenus en fin d'année. L'URSSAF a en effet enregistré **24 152 déclarations d'embauche** 2 en provenance des agences d'intérim entre octobre et décembre, soit **13,3 % de plus** qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008. Il s'agit du deuxième trimestre consécutif de hausse. L'exercice **2009** restera toutefois marqué par un recul prononcé du recours au travail temporaire : - **21 %** par rapport à 2008.

La **part des cotisations URSSAF restant dues à l'échéance** 3 demeure **plus élevée** par rapport au trimestre de référence, mais l'écart diminue. Elle s'établit à **2,58 %** au 31 décembre, soit 1,21 point de plus qu'un an auparavant. La crise économique et financière est probablement le principal responsable de cette évolution, pesant sur la trésorerie des entreprises. L'URSSAF relève par ailleurs que **4,3 % des établissements présentent une dette sociale significative**, soit 0,2 point de plus qu'en décembre 2008. Dans le même temps, cette proportion s'est accrue de 0,8 point pour l'ensemble de la région.

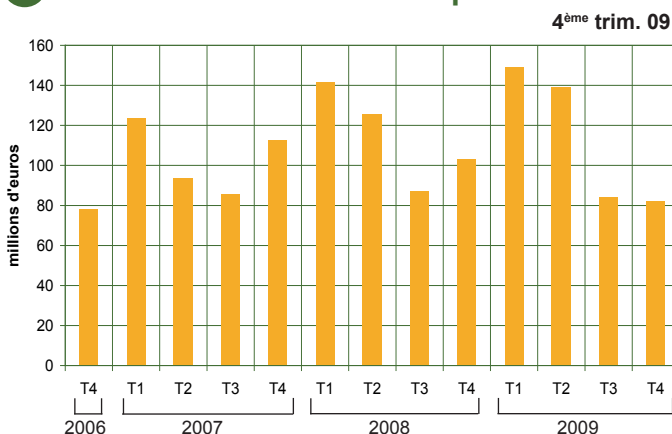
# Activité économique

## 4 Commerce extérieur de produits industriels



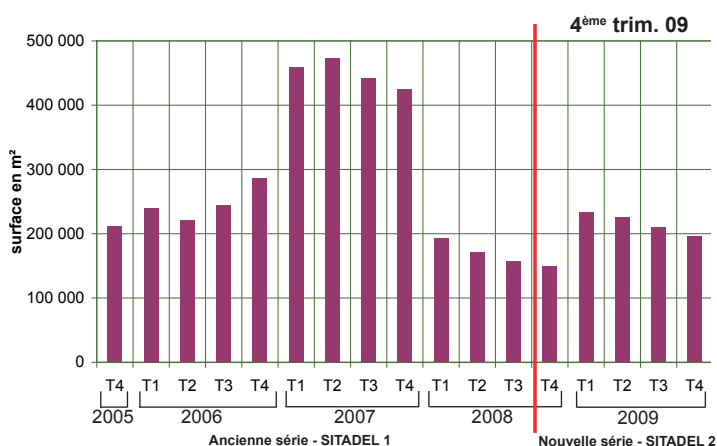
Source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 5 Investissements des entreprises



Source Direction des services fiscaux. Le montant des investissements est reconstruit à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

## 6 Locaux d'activités (constructions commencées\*)



Source DREAL - Fichier SITADEL

\*Cumul glissant sur quatre trimestres

## Des échanges commerciaux plus étoffés fin 2009

Les nouvelles séries relatives au commerce extérieur sont désormais disponibles. Si les totaux n'ont subi que des modifications très marginales, la répartition par activité a été revue. Il est donc impossible pour l'instant de mesurer des évolutions détaillées par branche.

Après 4 trimestres très difficiles, les **exportations** se sont **reprises en fin d'année**. Leur volume s'est en effet établi à 409 M€ (4), en hausse de 10,6 % en trois mois. Elles sont **supérieures de 9,8 %** à leur niveau du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008. Une nouvelle fois, cette évolution contraste avec celle de l'ensemble de la région, qui enregistre un recul de 9 %. Globalement, pour **l'exercice 2009**, le **total** départemental accuse une **baisse de 13 %** par rapport au précédent (- 16,5 % pour le Centre).

Les **importations** sont en **très forte augmentation** entre octobre et décembre, + 18,2 % à 419 M€. Elles sont également plus élevées que celles du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 (+ 5,3 %), contrairement là aussi à la région (- 10 %). Le **total annuel** est inférieur **de 8,1 %** à celui de 2008 (- 13 % dans le Centre).

Le **déficit de la balance commerciale** du Loir-et-Cher est **modéré** : - 10 M€ pour le trimestre. Sur **l'ensemble de l'année**, il atteint près de **75 M€**. Au 31 décembre, le **taux de couverture**<sup>1</sup> s'établit à **97,5 %** dans le département (105 % pour la région).

## Les entreprises ont sérieusement réduit leurs investissements

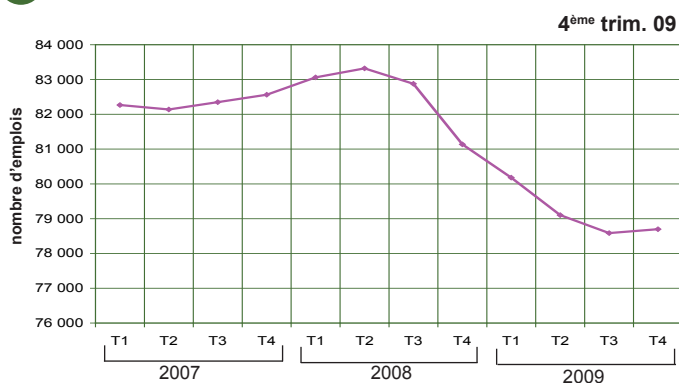
Alors qu'ils s'étaient maintenus à un niveau élevé au cours du 1<sup>er</sup> semestre, les **investissements ont fléchi** assez brutalement durant l'été, puis ont continué à se réduire un peu en automne, pour s'établir à **82 millions d'euros** (5). Leur volume est nettement en deçà de celui du 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 (103,4 millions, soit - 21 %). Grâce au bon début d'année, le **cumul 2009** n'est en revanche pas très éloigné du précédent : 455 millions d'euros, en **baisse de 0,7 %** seulement.

Les **misés en chantier de locaux destinés aux activités** font elles aussi l'objet d'une nouvelle série, le ministère de l'Équipement ayant fait évoluer son outil statistique. Une rétropolation a cependant été réalisée, permettant de suivre les évolutions dans le temps. Entre octobre et décembre, **53 613 m² de surfaces** ont été lancés (6), soit **21 % de moins** qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008. Le **cumul 2009** (195 760 m²) se situe en revanche en **augmentation sensible, + 31 %**. La **logistique et les services publics** (santé, culture-loisirs...) prennent une part importante dans ce total, respectivement 35 % et 27 %. Ce sont d'ailleurs les secteurs **les plus dynamiques** en 2009. A l'opposé, on constate une baisse des nouvelles surfaces pour de nombreuses activités, en particulier l'industrie (- 21 %), l'agriculture (- 58 %) et surtout le commerce (- 62 %). A noter que le Loir-et-Cher suit une direction inverse à celle du Centre (- 24 % pour le cumul annuel).

(1) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

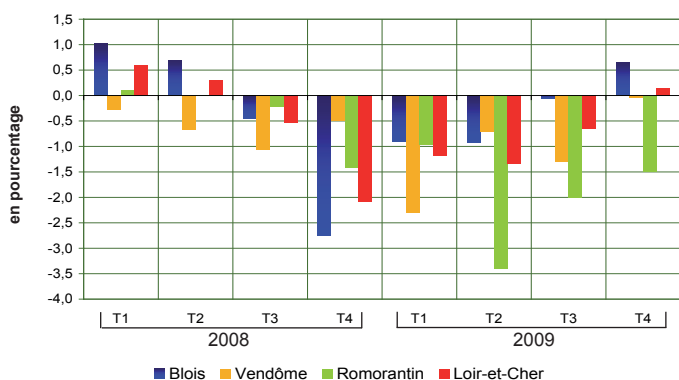
# Emploi salarié

## 1 Evolution de l'emploi salarié en données CVS



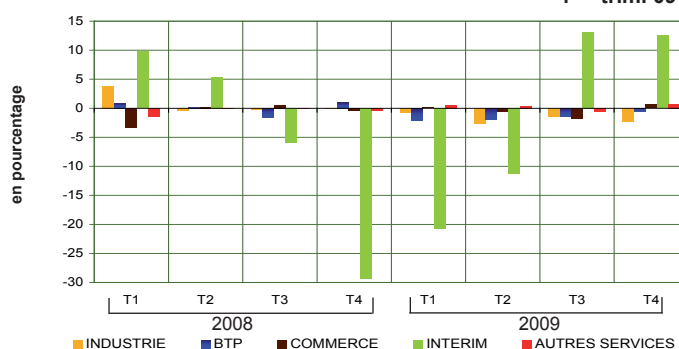
Source Urssaf de Loir-et-Cher

## 2 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par zone d'emploi (en %) 4<sup>ème</sup> trim. 09



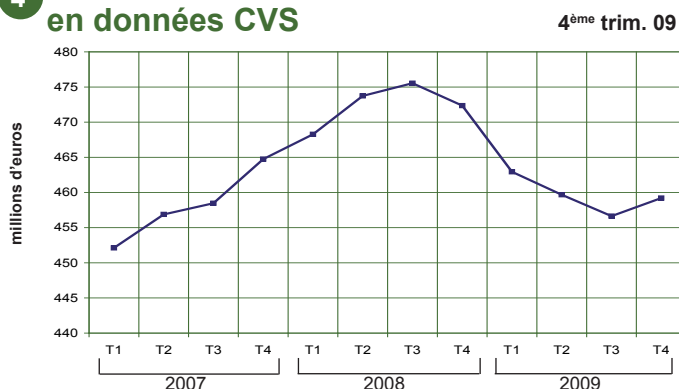
Source Urssaf de Loir-et-Cher

## 3 Evolution de l'Emploi salarié en données CVS par grand secteur (en %) 4<sup>ème</sup> trim. 09



Source Urssaf de Loir-et-Cher

## 4 Evolution de la masse salariale en données CVS



Source Urssaf de Loir-et-Cher

## L'emploi salarié s'est maintenu au dernier trimestre<sup>2</sup>

Au 31 décembre 2009, le Loir-et-Cher compte **78 700 salariés** dans le secteur privé non agricole, en données corrigées des variations saisonnières. Au cours de l'automne, il aurait **regagné une centaine d'emplois** (+ 0,1 %) **1**. Ce rétablissement est l'un des plus nets de la région, selon l'URSSAF. **Sur un an**, les pertes sont cependant sévères : **2 400 postes de moins**, soit un **recul de 3 %**, identique à celui du Centre. L'évolution est un peu plus modérée au niveau national (- 2,4 %).

Géographiquement, la situation est très inégale **2**. Le **Romorantinais** n'affiche toujours pas d'amélioration, perdant encore **1,5 %** de ses effectifs (210 postes). L'évolution annuelle est critique : **- 7,7 %** (1 150 salariés de moins qu'en décembre 2008, soit près de la moitié du repli départemental). Le **Vendômois** a stabilisé le nombre de ses salariés au cours du dernier trimestre, **mais en a perdu 660 en 2009** (- 4,3 %). Le Bassin **blaisois** opère un **bon redressement sur trois mois** (330 postes de plus, soit + 0,7 %) ; le **débours** est en conséquence limité **pour l'année** : **- 1,3 %** (640 salariés de moins).

Sectoriellement, les divergences sont également criantes.

**3** L'industrie paie un lourd tribut à la crise, ayant **perdu 1 700 postes** en 2009 (- 7,1 %), dont 530 au cours du dernier trimestre. La **construction** a limité son recul entre octobre et décembre à une cinquantaine d'unités, mais en a **détruit 500 en un an** (- 5,9 %). Le **commerce et l'intérim ont redressé la barre** au cours des trois derniers mois, très nettement pour le second (+ 12,5 %). Cela n'est toutefois **pas suffisant** pour compenser le recul antérieur ; ils ont **respectivement perdu 80 et 380 postes** en un an (- 1,7 % pour le commerce, - 10,5 % pour l'intérim). La bonne surprise vient des **services**<sup>3</sup> : **230 emplois supplémentaires** cet automne et un **gain de 360 sur l'année** (+ 1,1 %).

La **masse salariale** **4** des **entreprises du secteur concurrentiel** du département se serait accrue davantage que les effectifs au 4<sup>ème</sup> trimestre : **+ 0,6 %** en données corrigées des variations saisonnières. En **2009, elle se serait toutefois contractée de 2,8 %**, nettement plus que dans **la région** (- 1,7 %) et **la France** (- 1,4 %).

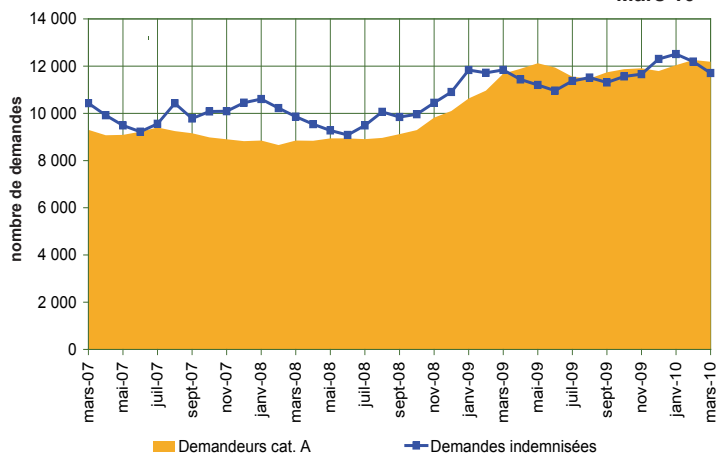
(2) Rappelons que depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2006, l'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte la fonction publique d'Etat et le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

(3) Hors intérim.

# Emploi et marché du travail

## 1 Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

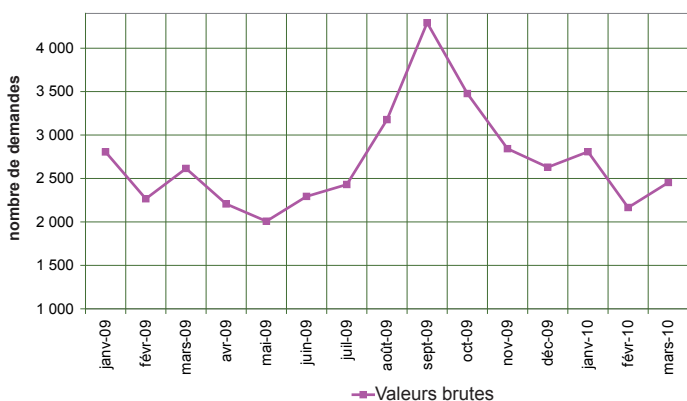
Mars 10



Source Pôle Emploi Centre  
Demandes d'Emploi en Fin de Mois corrigées des variations saisonnières  
Sont exclues des demandes indemnisées les personnes en formation ou en pré-retraite

## 2 Demandes d'emploi enregistrées (toutes catégories)

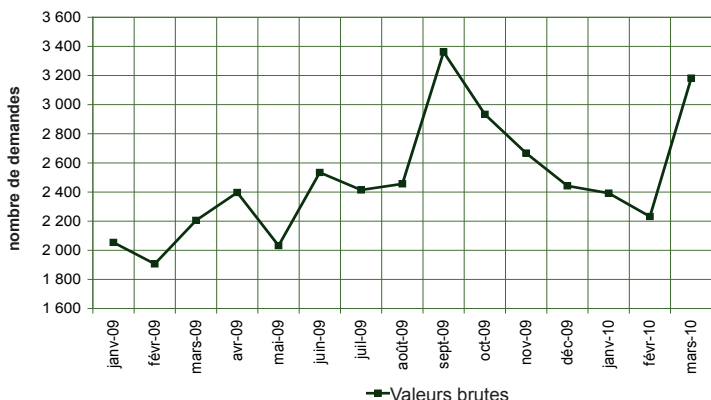
Mars 10



Source Pôle Emploi Centre  
Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'Anpe chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.) Cette statistique mesure un flux.

## 3 Demandes d'emploi sorties (toutes catégories)

Mars 10



Source Pôle Emploi Centre  
Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.) Il s'agit également d'une statistique de flux.

## Le chômage croît nettement moins vite

Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte **12 187 demandeurs d'emploi de catégorie A<sup>4</sup>** **1** en données corrigées des variations saisonnières. Le rythme d'évolution s'est nettement ralenti : **+ 4,3 %** sur un an, malgré une augmentation de 2,4 % durant le trimestre. Il est même **le plus modéré de la région**, dont la moyenne s'établit à **+ 8,8 %**, alors que l'augmentation est de **9,8 % en France**.

**Le nombre des personnes immédiatement disponibles**, qu'elles aient ou non travaillé au cours du mois précédant leur inscription (catégories A, B et C) s'élève à **19 948 demandeurs au 31 mars (CVS)**. Son **rythme annuel d'accroissement** est de nouveau plus rapide que celui de la seule catégorie A : **+ 10,7 %** (Centre + 13,6 %, France + 12,3 %).

Une **nette amélioration** est enregistrée pour les **jeunes**, dont le nombre a **diminué de 3,4 %** en un an, soit davantage que dans le Centre (- 1,2 %), alors que l'augmentation se poursuit dans le pays (+ 2,4 %). A l'inverse, la **situation** continue à **se dégrader** pour les **plus de 50 ans** (+ 23,6 %) et pour les **chômeurs de longue durée** (+ 35,9 %, catégories A, B, C). Pour ces derniers, on remarque que l'évolution est plus défavorable dans la région (+ 42,5 %) que dans l'ensemble de la France métropolitaine (+ 31,4 %).

Entre janvier et mars, Pôle Emploi a enregistré en Loir-et-Cher **7 428 nouvelles demandes** de catégorie A, B, C. **2**. Ce résultat marque un **inflexion** puisqu'il est **inférieur de 3,4 %** à celui du 1<sup>er</sup> trimestre 2009 ; il se distingue de surcroît de la **tendance régionale**, où une **hausse de 2,3 %** est constatée. Outre un repli très net des inscriptions consécutives à un licenciement économique ou une fin de mission d'intérim, on remarque une baisse de 30 % des premières entrées dans la vie active. Aucune évolution annuelle n'est pour l'instant réalisable, la série étant trop récente (janvier 2009).

(4) De nouvelles règles de comptabilisation des chômeurs ont été mises en œuvre à partir de février 2009. La distinction ne se fait plus par rapport au type d'emploi recherché (durable ou saisonnier, à temps plein ou partiel), mais selon la position au regard de l'emploi dans le mois précédent l'inscription. Les anciennes catégories 1 à 8 ont ainsi été remplacées par 5 catégories :

- Cat A : personnes immédiatement disponibles, n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent ;
- Cat B : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé moins de 78 h le mois précédent ;
- Cat C : personnes immédiatement disponibles, ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent ;
- Cat D : personnes non disponibles immédiatement en raison d'un stage, d'une formation, de la maladie... (ancienne cat 4) ;
- Cat E : personnes pourvues d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi (ancienne cat 5).

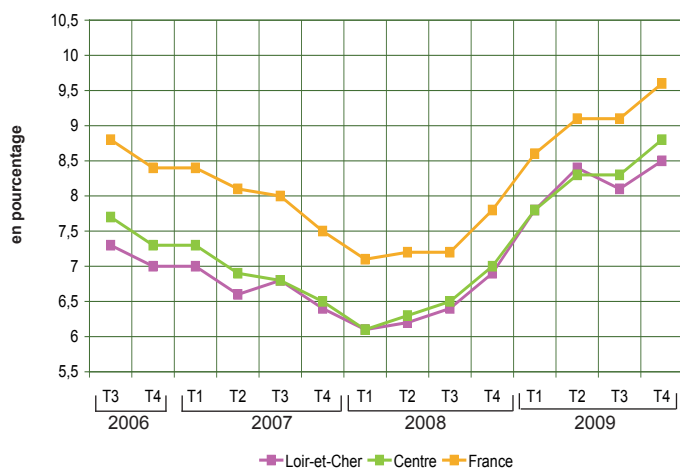
Par ailleurs, l'ensemble des séries sera désormais corrigé des variations saisonnières. Pour permettre un suivi dans le temps, les catégories A, B et C ont fait l'objet d'une rétropolation depuis début 1997 pour les données départementales.

Aucune donnée n'est pour l'instant diffusée par zone d'emploi. De nouvelles séries devraient voir le jour prochainement.

# Emploi et marché du travail

## 4 Taux de chômage (nouvelle série corrigée)

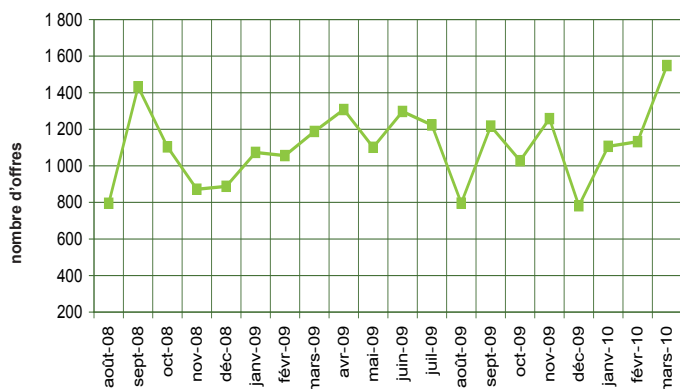
4<sup>ème</sup> trim. 09



Source DRTEFP

## 5 Offres d'emploi enregistrées

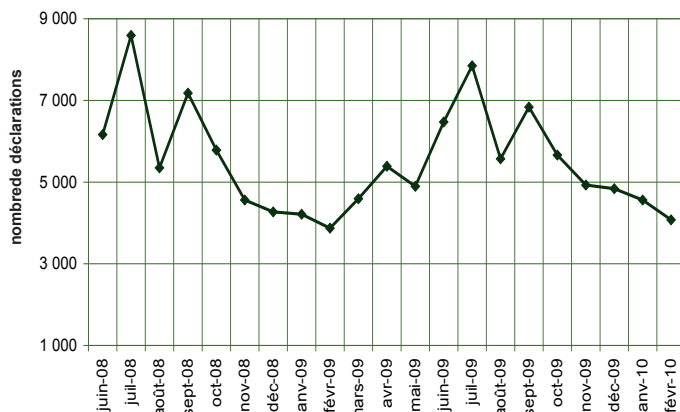
Mars 10



Source Pôle Emploi Centre

## 6 Déclarations préalables à l'embauche (Hors travail temporaire et agriculture)

Février 10



Source Urssaf (Services statistiques régionaux)

Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche

Inversement, les **sorties du chômage** **3** sont **plus nombreuses**. Pôle Emploi en a comptabilisé **7 806** sur la même période pour les 3 catégories A, B et C, soit 27 % de plus qu'au 1er trimestre 2009. Le **ratio sorties / entrées** est ainsi **positif** (105 %). Il est en revanche négatif dans le Centre (93 %) où les sorties ont augmenté plus modérément (+ 17 %). Le signe le plus évident de l'écart d'évolution entre le département et la région est donné par les sorties pour reprise d'emploi : elles se sont accrues de 42 % dans le premier entre les deux trimestres considérés, contre moins de 1 % dans la seconde.

Le **taux de chômage du département** **4** est reparti **à la hausse** au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre pour s'établir à **8,5 %** au 31 décembre. En 2009, il a augmenté de 1,6 point. L'écart s'est un peu creusé avec la région (8,8 %) et le pays (9,6 %). Les taux des **zones d'emploi de Blois et Vendôme** sont identiques (**8,3 %**), mais les évolutions sont différentes : + 1,3 point en un an pour la première, + 1,7 pour la seconde. **L'accroissement est plus marqué** pour celle de **Romorantin** : +1,9 point, à **9,1 %**.

## Nette reprise des offres d'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre

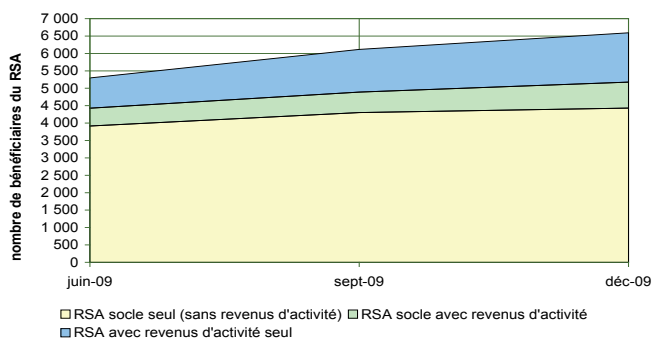
En Loir-et-Cher, les services de Pôle emploi ont collecté **3 798 offres** **5** entre janvier et mars, soit **14,5 % de plus** qu'au 1er trimestre 2009. L'évolution est du même ordre que celle constatée dans le Centre (+ 14,9 %) et la France (+ 16 %). En **données cumulées sur 12 mois**, le total est très proche du précédent (- **0,2 %** seulement), alors qu'il est en retrait dans la région (- 7,6 %) et le pays (- 8,5 %).

Les **intentions d'embauche** (qui peuvent ne pas se concrétiser) sont un peu mieux orientées. Hors agriculture et intérim, l'URSSAF a reçu **15 429 déclarations** **6** (6) au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, soit **5,6 % de plus** qu'à l'automne 2008. Cette évolution favorable concerne le commerce et les services, mais le **repli** est en revanche **sévère** dans la **construction** (- 10 %) et plus encore **l'industrie** (- 29 %). Pour ces deux secteurs, les besoins se sont drastiquement contractés en 2009, alors que le **cumul annuel** est globalement assez proche du précédent (- **2,7 %**). L'URSSAF observe par ailleurs que les recrutements se font en grande partie en CDD courts ; les CDD longs repartent à la hausse, tandis que les CDI continuent à se raréfier.

# Conditions de vie

## 1 Revenu de Solidarité Active (RSA)

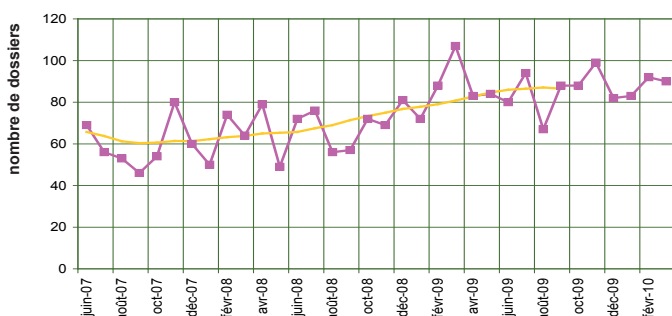
4<sup>ème</sup> trim. 09



Source CAF

## 2 Dossiers de surendettement déposés

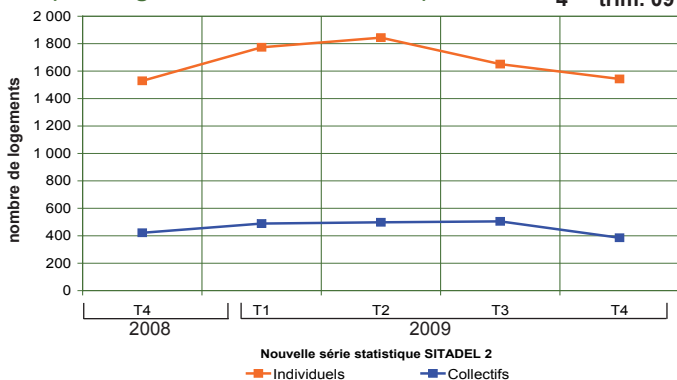
Février 10



Source secrétariat de la Commission de surendettement

## 3 Logements commencés en Loir-et-Cher (cumul glissant sur 4 trimestres\*)

4<sup>ème</sup> trim. 09

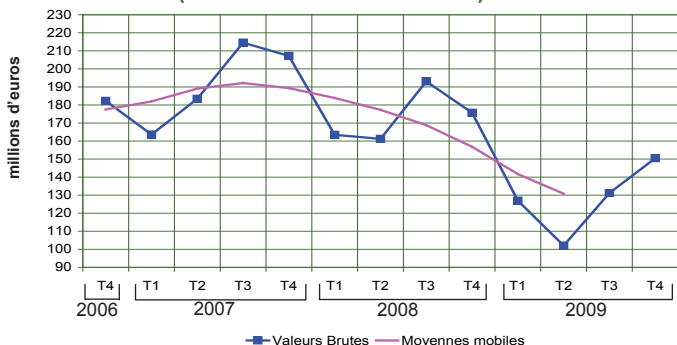


Source DREAL - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné

## 4 Evolution du marché immobilier dans l'ancien (montant des transactions)

4<sup>ème</sup> trim. 09



Source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## Forte augmentation des dossiers de surendettement

Le **Revenu de Solidarité Active (RSA)** **1** remplace les dispositifs RMI et API (Allocation Parent Isolé). Les statistiques sont encore difficiles à analyser dans la mesure où le reversement des bénéficiaires des anciens dispositifs dans le RSA s'effectue peu à peu. Ce dernier recouvre trois types de situation. Le « **rSa socle seul** » concerne des foyers sans revenus d'activité, ou dont au moins un des membres est en période de cumul intégral ; le « **rSa socle et activité** » concerne des foyers disposant de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire ; le « **rSa activité seul** » s'adresse à des foyers avec de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Au 31 décembre, on dénombre **6 595 bénéficiaires**, quel que soit le type, en augmentation de **7,8 %** en trois mois.

Rappelons que selon les analystes de la Banque de France le **surendettement** **2** doit être observé sur 6 mois, en raison de fortes fluctuations trimestrielles. En Loir-et-Cher, la Commission a reçu **518 nouveaux dossiers** au 2<sup>ème</sup> semestre 2009, autant que durant les six premiers mois. En revanche, l'augmentation déjà pointée auparavant se confirme, puisque ce volume est **supérieur de 26 %** à celui du second semestre 2008. D'ailleurs, le **total de l'année 2009 dépasse de 29 % celui de 2008**. Le Loir-et-Cher semble davantage touché que le Centre (+ 17 %) et la France (+ 15 %).

## Contraction très préoccupante du nombre d'autorisations de construire délivrées

La construction neuve est évidemment impactée par la crise. Au 4<sup>ème</sup> trimestre, **459 logements ont été mis en chantier** **3**, soit un tiers de moins qu'à l'automne 2008 (Centre : - 7,4 %). Un **recul important dans la maison individuelle** (- 20 %) se conjugue à un **volume une nouvelle fois très modeste dans le collectif** (25 unités). Grâce aux résultats exceptionnels du 1<sup>er</sup> trimestre, **l'année 2009 se solde néanmoins par un total quasiment au même niveau** que le précédent (**1 928, - 1,2 %**). Les logements individuels ont bien résisté (+ 1 %) dans un contexte difficile ; en revanche, l'habitat collectif s'est replié de 43 %. Dans le Centre, le nombre total de logements commencés est inférieur de 2,5 % à celui de 2008. Une période plus difficile s'annonce pour les entreprises du secteur si l'on en juge par le **nombre d'autorisations qui s'effondre (61 % de moins qu'au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008)**.

Peu à peu, le **volume des transactions dans l'immobilier ancien se redresse** **4**, après avoir atteint son point minimal au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009. Il est cependant toujours très éloigné de ses plus hauts niveaux atteints en 2007. Entre octobre et décembre 2009, il s'est établi à 150 M€, en augmentation de 15 % en trois mois, mais en **recul de 14 %** par rapport au dernier trimestre 2008. Le **cumul de l'année 2009 (511 M€) affiche une baisse très marquée de 26,4 %**.

Réalisé avec le concours financier du Conseil Général

Directeur de la publication : Alain QUILLIOUT

Conception / réalisation : Observatoire

Publication électronique - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950